

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 DÉCEMBRE 1912.

Proposition de loi complétant la loi du 20 juin 1873 sur les chèques.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Nous reprenons, en la modifiant quelque peu, une proposition de loi relative aux chèques, déposée le 28 janvier 1908 et tombée par suite de la dissolution.

Le texte nouveau est emprunté, pour une grande partie, à la loi française du 30 décembre 1911. Il suit les données de l'avant-projet de loi élaboré par la Conférence internationale réunie à La Haye en 1912 pour l'unification des législations sur les chèques (voir art. 20) ⁽¹⁾.

La proposition de loi a pour but de donner aux chèques plus de garanties contre le vol et la fraude et d'en favoriser ainsi l'emploi.

Le chèque barré est ainsi nommé parce qu'il porte au recto deux barres transversales et parallèles. Ce barrement a pour but de marquer que le paiement n'en peut être fait que de banquier à banquier; il ne peut être tiré que sur un banquier et ne peut être présenté en paiement que par un banquier, par tout banquier si le barrement est général, c'est-à-dire, s'il ne porte entre les barres aucune désignation ou s'il ne porte que la mention « et compagnie », par le banquier désigné si le barrement est spécial ou s'il porte entre les barres le nom du banquier.

Cette intervention obligatoire du banquier, surtout du banquier dénommé, qui connaît la signature de son client, est de nature à écarter du gui-

⁽¹⁾ *Conférence internationale de La Haye pour l'unification du droit relatif au chèque.* Bruxelles. Imprimerie du *Moniteur belge*, 1912.

chet les porteurs irréguliers et à repousser la tentative de vol ou de fraude.

Aussi, ni le barrement ni le nom du banquier ne peut-il être effacé par un porteur; mais un barrement général peut, au cours de la circulation du chèque, obtenir un surcroît de garantie par sa transformation en barrement spécial.

Il nous a semblé que ces garantes suffisent et qu'il était inutile d'ajouter la mention « non négociable » qui est en usage en Angleterre, mais qui s'adapte peu à notre pratique comme à notre conception juridique du chèque ⁽¹⁾.

*
* *

L'article 10 a pour but de dégager de tout formalisme inutile l'usage des chèques dans la Chambre de compensation, tout en maintenant les garanties de régularité.

Il s'inspire aussi de l'avant-projet de loi élaboré par la Conférence internationale de la Haye pour l'unification des droits relatifs au chèque.

La remise d'un chèque à une Chambre de compensation vaut présentation au tiré, à la condition que le tiré y soit représenté.

Le tiré peut être un participant direct ou associé de la Chambre de compensation qui existe à Bruxelles sous la direction de la Banque Nationale. Il peut aussi être un sous-participant, en ce sens qu'il peut charger un associé de la Chambre de l'y représenter pour les opérations de compensation.

L'article 9 du règlement de la Chambre de compensation le prévoit en ces termes : « Tout membre de la Chambre de compensation peut devenir » l'agent d'une firme non associée, pour effectuer la compensation de celle-ci, » à la condition d'en soumettre préalablement la demande au Comité de » direction. »

C'est dans ce sens étendu qu'il faut entendre les mots « le tiré qui y est représenté ».

Nous croyons inopportun d'étendre cette disposition aux autres titres négociables : lettres de change, billets à ordre, accreditifs ou mandats; cette matière fait l'objet d'un vaste projet d'unification internationale, élaboré par la Conférence internationale tenue à la Haye en 1910 et 1912, et sur lequel s'est affirmé l'accord de vingt États représentés.

*
* *

Les trois derniers alinéas de l'article 10 concernent le protêt faute de paiement d'un chèque.

⁽¹⁾ ORBAN, *La future loi belge sur le chèque*. (REVUE PRATIQUE DE SCIENCE COMMERCIALE, 25 mars 1909.)

Pour en justifier la raison d'être et la portée, nous suivons les explications données par les dirigeants de la Chambre de compensation.

Pour que le porteur d'un chèque puisse exercer le recours contre ses garants, il doit prouver : ou bien qu'il a présenté le chèque à l'encaissement en temps utile et qu'alors le chèque n'a pas été payé, ou bien qu'il a vainement tenté de le présenter.

Il est nécessaire de faciliter autant que possible la preuve des faits précités, tout en maintenant les garanties voulues, pour qu'il ne puisse pas surgir de contestation.

Les lois autrichienne et allemande sur le chèque admettent que la preuve puisse en être faite par une déclaration de la Chambre de compensation.

Cette déclaration tient lieu de protêt, et l'innovation qu'elle comporte se justifie par le motif que voici :

Les délais de présentation d'un chèque sont fort courts. Aux termes de l'article 3 de la loi belge du 20 juin 1873, le paiement d'un chèque doit être réclamé dans les trois jours, si le chèque est tracé de la place où il est payable, et de six jours s'il est tiré d'un autre lieu. La sanction est radicale : le titulaire ou porteur d'un chèque qui n'en réclame pas le paiement dans ces délais perd son recours contre les endosseurs ; il perd aussi son recours contre le tireur si la provision a péri par le fait du tiré après le dit délai (art. 4, alin. 3). Le porteur se trouve donc réduit à un simple droit vis-à-vis du tiré, qui peut-être se trouvera insolvable.

Or, que se passe-t-il dans la pratique ? Si le chèque n'est présenté à la Chambre de compensation que le dernier jour du délai (soit le surlendemain de sa création, si le chèque est créé de la place où il est payable), le temps matériel requis pour faire constater la présentation et le non-paiement par voie d'huissier peut faire défaut ; pourtant, il est de toute nécessité de donner un caractère de certitude à la constatation des faits avant l'expiration du délai légal.

La difficulté signalée justifie pleinement l'utilité d'une déclaration de la Chambre de compensation, qui tient lieu de protêt. Cette innovation est d'ailleurs conforme aux principes qui inspirent la loi du 10 juillet 1877, réglant la matière des protêts. Il en résulte que le protêt peut se faire d'après deux modes : le protêt proprement dit et la déclaration du tiré constatant le refus de paiement.

Sans avoir le caractère d'authenticité spéciale que la loi attache à l'acte de protêt, la déclaration autorisée par le porteur a, vis-à-vis des endosseurs, du créateur et du tiré, tous les effets du protêt, à condition que la déclaration soit faite comme l'exige la loi.

Les banques notamment commencent à user assez bien de cette faculté, qui permet d'éviter l'intervention de l'huissier et les frais qui s'ensuivent.

D'après les statistiques tenues à la Banque Nationale de Belgique, il a été fait au siège social, durant l'année 1908, 4,555 déclarations tenant lieu de protêt.

Notre législation admet donc qu'un acte sous seing privé puisse remplacer

l'acte authentique qu'est le protêt, et dès lors rien ne paraît s'opposer à ce qu'on introduise dans la loi un troisième mode de preuve consistant dans une déclaration, acte sous seing privé, émanant d'une Chambre de compensation.

Il est vrai qu'il existe une différence : quand la déclaration est faite par le tiré, il y a aveu, tandis que la Chambre de compensation s'attribue en quelque sorte le rôle d'huissier.

Toutefois, il est certain qu'en fait l'acte sous seing privé émanant de la Chambre de compensation présentera une garantie sérieuse, analogue au protêt authentique.

*
* *

Le texte proposé porte « à la demande du porteur ».

Comme on ne peut contraindre le porteur à accepter un acte dont la signature peut être méconnue par ceux contre lesquels il exerce ensuite son recours, le porteur garde le choix entre la déclaration qui lui est offerte et l'acte de protêt à signifier par l'officier public compétent.

Une faculté identique existe vis-à-vis de la déclaration émanant du tiré (art. 7, loi du 10 juillet 1877).

*
* *

L'alinéa 4 détermine quelle est la personne qui fait la déclaration au nom de la Chambre de compensation, et comment cette déclaration doit être faite. Une simple mention sur le chèque, datée et signée par le directeur de la Chambre de compensation ou de son délégué, suffira pour attester la présentation avant l'expiration du délai, et le non-payement.

*
* *

L'alinéa final porte que cette déclaration est exempte de la formalité de l'enregistrement.

En matière de chèques, il y a un principe fondamental qui domine tout.

Le chèque est essentiellement un instrument de paiement au comptant, tout différent des lettres de change et billets à ordre qui sont des moyens de crédit.

C'est pourquoi, le chèque doit rester étranger aux lois fiscales. Partant de ce principe, il bénéficie de l'exemption du droit de timbre (art. 1^{er}, loi du 20 juin 1873). Une loi du 6 septembre 1895 l'a exempté de la formalité de l'enregistrement. Il reste un dernier pas à faire, la déclaration tenant lieu de protêt doit également être exemptée de cette formalité.

Cette dérogation se justifie par la nature du titre : quand il s'agit d'instruments de paiement, il faut que tout se passe sans entrave, avec simplicité et rapidité.

*
* *

Nous n'avons pas à montrer ici l'importance économique d'une bonne organisation monétaire, dans un pays industriel à vie intense; nous pouvons nous référer à cet effet aux développements de la précédente proposition de loi ⁽¹⁾.

Depuis le dépôt de cette précédente proposition en janvier 1908, les deux réformes souhaitées ont été décidées : la Chambre de compensation a été créée à Bruxelles, et le chèque postal entrera en vigueur en avril prochain. Pour donner à la réforme son plein épanouissement, il importait de donner toute sécurité à la circulation des chèques qui en est l'instrument indispensable; c'est l'objet de notre proposition de loi.

Pour apprécier l'utilité des paiements par chèques, il suffit de signaler l'usage qu'en font les pays dont l'activité commerciale et industrielle est la plus ancienne. Il est général en Angleterre. D'après William Howarth, la circulation d'une grande banque de Londres, en 1884, s'établissait de la façon suivante : chèques, 87.30 %; banknotes, 6.89 %; espèces, 5.81 % ⁽²⁾.

Pendant l'année 1912, le *Clearing house* de la cité de Londres a réglé des paiements pour une somme de près de 16 milliards de livres sterling, soit, exactement, pour 399,044,325,000 francs. Le chiffre des affaires liquidées aux Etats-Unis par le *Clearing* va de 800 à 900 milliards.

On peut se représenter aisément ce que ce mode de paiement souple et sûr économise de temps et d'argent. Déjà en 1906, J. Haristoy estimait, en se basant sur le recouvrement de 100 millions de francs opéré journellement par la Banque de France dans 40,000 domiciles, que l'économie réalisée par le système de chèque et de *Clearing house* serait de 17 millions 500,000 francs. Ce calcul se faisait sur la base de 5 %.

L'intérêt privé s'harmonise ici avec l'intérêt général.

Les fonds, au lieu de dormir éparpillés dans les tiroirs, sont versés aux grands réservoirs des banques et y sont fécondés par le courant économique, au bénéfice des institutions de crédit, des entreprises industrielles et des déposants eux-mêmes, qui, par l'intérêt du compte courant, jouissent de leur mise à fruit.

Le transport de numéraires et de billets avec les risques de vol et

(1) Chambre des Représentants. Développements. Séance du 22 janvier 1908, n° 99. Rapport sur le Budget des Voies et Moyens pour 1908, séance du 6 décembre 1907.

(2) J. HARISTOY, *Virements en Banques et Chambres de compensation*, p. 23, 1906. Rousseau, Paris. — Idem, p. 541. — Voir aussi : A. DE FOVILLE, *La monnaie*, 1907. Lecoivre, Paris. — MARC AUCUY, *Les systèmes socialistes d'échange*, p. 291, 1908. Jelin Alcan. — ROCHER-AGUSSOL, *Essai sur le clearing-system*, p. 74, 1903. G. Firmin, Paris.

d'incendie, avec les frais de plis chargés, avec les charges et les dangers d'encaissement par des employés, est remplacé par le chèque, qui circule sans frais et sans risques, même par simple lettre et qui entre dans la comptabilité des banques, précieuse collaboratrice de la comptabilité des particuliers.

On se rapproche ainsi de « l'idéal de facilité et d'économie », qui, suivant l'heureuse expression de M. Malou, Ministre des Finances, réputé par son habileté et son sens pratique, « serait l'usage généralisé des paiements par compte sans emploi de numéraire ou de billets ⁽¹⁾ ».

Il ne saurait être question en ce moment de supprimer la monnaie et d'arriver au stade du comptabilisme ⁽²⁾; il est uniquement question de ménager la circulation matérielle de la monnaie métallique ou fiduciaire, de lui assurer plus d'élasticité, d'en augmenter l'efficacité.

On en sent mieux le besoin dans les moments de crise monétaire, comme ceux que nous traversons, où la monnaie est « terrée », où elle se cache, où on lui fait la chasse.

Le chèque, en se généralisant, soulage la mission de la monnaie en la remplaçant pour le paiement; il permet à une grande partie de numéraire et de billets de chercher d'autres emplois et il tend ainsi à diminuer la tension monétaire.

L'efficacité de la réforme monétaire dépendra de l'intelligence avec laquelle le public s'en servira. Le Gouvernement peut lui en donner l'exemple en utilisant le chèque pour toute son activité administrative. Il peut non seulement autoriser les contribuables à payer les contributions en chèques, il peut encore se servir des chèques pour ses propres paiements en le substituant au formulisme encombrant des mandats de paiement; il peut l'appliquer au paiement des subsides aux sociétés et aux fédérations qui, à leur tour, s'en serviraient pour leur propre service financier; il peut aussi l'introduire dans la comptabilité provinciale et communale, supprimant ainsi, en grande partie, la manipulation des fonds par les receveurs communaux et donnant à ceux-ci l'aide et le contrôle de la poste servant de caissier ⁽³⁾.

Par cette action impulsive, le public belge serait entraîné progressivement, et l'usage des chèques, avec ses diverses modalités, viendrait mobiliser et féconder les capitaux. Il donnerait à notre activité nationale des

(1) MALOU, Exposé des motifs. (*Doc. parl.*, session 1872-1873, pp. 49-52.)

(2) E. SOLVAY, *Le comptabilisme et la fixité de l'unité de valeur abstraite*. (ANNALES DE L'INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES, 4^e année.) — MARC AUGUY, *Les systèmes socialistes d'échange*, p. 349. — PAUL OTLET, *La comptabilité et le comptabilisme*. (ANNALES DE L'INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES, mars 1896.)

(3) Voir les rapports de 1906 du Baron de Royer de Dour, commissaire d'arrondissement de Bruxelles, ainsi que le discours prononcé par M. Hector Denis, sur le chèque postal, le 20 décembre 1912, à la Chambre des Représentants.

facilités nouvelles qui, ajoutées au développement merveilleux de notre outillage économique, influenceraient favorablement le prix de revient et amélioreraient encore la situation du pays pour la concurrence mondiale ⁽¹⁾.

EM. TIBBAUT.

(1) Malou, reproduisant un passage du rapport de la Banque nationale, dans l'Exposé des motifs de la loi du 20 juin 1873 sur les chèques, dit ce qui suit : « Nous aurions dû d'autant moins nous laisser distancer par ce pays (l'Angleterre) que c'est lui qui nous a emprunté l'instrument de paiement, l'assignation connue depuis sous le nom de chèque et qui était en usage de temps immémorial à Anvers, sous le nom flamand de *bewijs*. D'anciennes chroniques nous apprennent, en effet, que sir Th. Gresham, banquier de la reine Élisabeth, vint à Anvers en 1537 pour étudier ce mode de paiement et qu'il l'introduisit en Angleterre.

» Cet usage s'est perpétué dans notre métropole commerciale, et aujourd'hui encore une notable partie des encaissements s'effectue à l'aide d'assignations sur la Banque Nationale et sur les maisons de banque particulières. Malheureusement, il n'en est pas de même dans le reste du pays. »

**Proposition de loi complétant la loi
du 20 juin 1873 sur les chèques.**

ARTICLE UNIQUE.

La loi du 20 juin 1873 sur les chèques est complétée par les dispositions suivantes :

ART. 7. — Le chèque traversé au recto de deux barres parallèles ne peut être présenté au paiement que par un banquier; il ne peut être tiré que sur un banquier.

Le barrement peut être effectué par le tireur ou par un porteur.

ART. 8. — Le barrement peut être général ou spécial.

Le barrement est général, s'il ne porte entre les deux barres aucune désignation, ou seulement la mention « et compagnie »; il est spécial, si le nom d'un banquier est inscrit entre les deux barres.

Le barrement général peut être transformé en barrement spécial.

Le chèque à barrement spécial ne peut être présenté que par le banquier désigné. Toutefois, si celui-ci n'opère pas l'encaissement lui-même, il peut se substituer un autre banquier.

Il est interdit au porteur d'effacer le barrement, ainsi que le nom du banquier désigné.

ART. 9. — Le tiré qui paie le chèque barré à une personne autre qu'un banquier, si le barrement est général, ou à une personne autre que le banquier

**Wetsontwerp tot aanvulling der wet
van 20 Juni 1873 op de checks.**

EENIG ARTIKEL.

De wet van 20 Juni 1873 op de checks wordt aangevuld door de volgende bepalingen :

ART. 7. — De check, met twee evenwijdige dwarsstrepen doorgehaald, is enkel betaalbaar aan een bankier; zij mag alleen worden getrokken op een bankier.

De doorhaling kan worden gedaan door den trekker of door een toonder.

ART. 8. — De doorhaling kan algemeen zijn of bijzonder.

De doorhaling is algemeen, indien zij geen enkele aanwijzing draagt tusschen de twee dwarsstrepen, of enkel de vermelding « en compagnie »; zij is bijzonder, indien de naam van een bankier geschreven staat tusschen de twee dwarsstrepen.

De algemeene doorhaling kan worden veranderd in bijzondere doorhaling.

De check met bijzondere doorhaling kan alleen worden aangeboden door den aangewezen bankier. Echter, indien deze niet zelf incasseert, kan hij eene tweede doorhaling doen op naam van een anderen bankier.

Het is den toonder verboden de doorhaling uit te wischen, evenmin als den naam van den aangewezen bankier.

ART. 9. — De betrokkene, die de doorgehaalde check betaalt aan een persoon, andere dan de bankier, indien de doorhaling algemeen is, of aan een per-

désigné, si le barrement est spécial, n'est pas libéré.

ART. 10. — La remise d'un chèque à une Chambre de compensation vaut présentation au tiré qui y est représenté.

Le protêt faute de paiement d'un chèque peut être remplacé, à la demande du porteur, par une déclaration de la Chambre de compensation, attestant que le chèque a été remis avant l'expiration du délai de présentation.

Cette déclaration inscrite sur le chèque est datée et signée par le directeur de la Chambre de compensation ou son délégué.

Elle est exempte de la formalité de l'enregistrement.

soon. andere dan de aangewezen bankier, indien het eene bijzondere doorhaling geldt, is niet ontslagen.

ART. 10. — De afgifte van eene check aan eene Compensatiekamer geldt als aanbieding aan den betrokkene die er vertegenwoordigd is.

Het protest, bij gebrek van betaling van eene check, kan, op aanvraag van den toonder, worden vervangen door eene verklaring van de Compensatiekamer, bevestigende dat de check werd afgegeven vóór het eindigen van den termijn van aanbieding.

Deze verklaring, op de check geschreven, wordt gedagteekend en onder-teekend door den bestuurder der Compensatiekamer of zijnen afgevaardigde.

Zij is vrijgesteld van de formaliteit der registratie,

EM. TIBBAUT.

R. COLAERT.

L. THÉODOR.

ALP. HARMIGNIE.

WAUVERMANS.

MAURICE PIRMEZ.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 DECEMBER 1912.

Wetsvoorstel tot aanvulling der wet van 20 Juni 1873 op de checks.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Het voorstel van wet op de checks, dat den 22^e Januari 1908 van ons was uitgegaan en ten gevolge van de ontbinding der Kamers is vervallen, dienen wij opnieuw in, doch eeningszins gewijzigd.

De nieuwe tekst is grootendeels ontleend aan de Fransche wet van 30 December 1911. Hij volgt de gegevens van het voorontwerp van wet, opgemaakt door de Internationale Conferentie van den Haag (1912) voor de éénmaking der wetten op de checks (zie art. 20) ⁽¹⁾.

Het wetsvoorstel heeft ten doel, de checks beter te vrijwaren tegen diefstal en bedrog en aldus het gebruik ervan te bevorderen.

De doorgehaalde check wordt aldus geheeten, omdat zij op de rechterzijde twee evenwijdige dwarsstrepen draagt. Deze doorhaling dient om aan te duiden dat de betaling ervan slechts kan geschieden van bankier aan bankier; zij mag alleen worden getrokken op een bankier en ter betaling worden aangeboden door een bankier; door gelijk welken bankier, indien de doorhaling algemeen is, dat wil zeggen: indien zij geene enkele aanwijzing draagt tusschen de twee dwarsstrepen, of enkel de vermelding « en compagnie »; door den aangewezen bankier, indien de doorhaling speciaal is of indien de naam van den bankier geschreven staat tusschen de twee dwarsstrepen.

⁽¹⁾ *Conférence internationale de La Haye pour l'unification du droit relatif au chèque*, Brussel. Drukkerij van het Belgisch Staatsblad, 1912.

Deze verplichte tusschenkomst van den bankier, vooral van den vermelden bankier, die de handteekening van zijn cliënt kent, is van aard om de niet regelmatige bezitters den toegang tot zijn winkel te verhinderen en poging tot diefstal en bedrog te vermijden.

Ook mogen, noch de doorhaling, noch de naam van den bankier worden uitgewischt door een bezitter; doch eene algemeene doorhaling kan, gedurende den omloop van de check, meerder waarborg bekomen door hare verandering in bijzondere doorhaling.

Het scheen ons toe, dat deze waarborgen voldoende zijn en dat het overbodig was daar bij te voegen de vermelding « niet verhandelbaar », welke gebezigd wordt in Engeland, doch die slecht past bij onze doenwijze en bij ons juridisch begrip van de check ⁽¹⁾.

*
* *

Artikel 10 heeft ten doel, het gebruik der checks in de Compensatiekamer te bevrijden van alle onnoodige vormen, zonder de waarborgen van regelmatigheid te verminderen.

Tevens ondergaat het den invloed van het voorontwerp van wet, opge maakt door de Internationale Conferentie van den Haag voor de eenmaking der rechten betreffende de checks.

De afgifte van eene chek aan eene Compensatiekamer geldt als aanbieding aan den betrokkene, onder voorwaarde dat deze er vertegenwoordigd zij.

De betrokkene kan een rechtstreeksch deelhebber zijn of een vennoot der Compensatiekamer welke te Brussel bestaat onder het beheer der Nationale Bank. Hij kan ook een onderdeelhebber zijn, in dezen zin, dat hij een vennoot van de Kamer kan gelasten hem aldaar te vertegenwoordigen voor de compensatie-verrichtingen.

Dit wordt door artikel 9 van het reglement der Compensatiekamer in de volgende bewoordingen voorzien : « Ieder lid van de Compensatiekamer » kan de agent worden van eene niet geassocieerde firma, om de compensatie van deze te verrichten, onder voorwaarde dat de aanvraag daartoe, voorafgaandelijk, aan het bestuurscomiteit worde onderworpen. »

De woorden : « de betrokkene die er vertegenwoordigd is » moeten in deze uitgebreide beteekenis worden verstaan.

Wij achten het ongelegen deze bepaling uit te breiden tot de overige verhandelbare effecten : wisselbrieven, orderbrieven, kredietbrieven of mandaten; daarover werd een uitgebreid ontwerp tot internationale éénmaking voorbereid door de Internationale Conferentie die, in 1910 en in 1912, plaats had in den Haag, en waaromtrent twintig vertegenwoordigde Staten het eens waren.

⁽¹⁾ ORBAN, *La future loi belge sur le chèque*. (REVUE PRATIQUE DE SCIENCE COMMERCIALE, 25 mars 1909.)

*
* *

De laatste drie alinea's van artikel 10 betreffen het protest bij gebrek aan betaling van eene check.

Om het bestaan daarvan te wettigen en de beteekenis ervan te verklaren, volgen wij de uitleggingen, door de beheerders der Compensatiekamer gegeven.

Opdat de bezitter van eene check zijn verhaal kunne nemen op zijne borgen, moet hij bewijzen : ofwel dat hij de check ten behoorlijken tijde ter incasseering heeft aangeboden en dat de check toen niet werd betaald, ofwel dat hij, tevergeefs, gepoogd heeft haar aan te bieden.

Het is noodig zooveel mogelijk het bewijs van voormelde feiten te vergemakkelijken, en tevens de noodige waarborgen te behouden, opdat er geen geschil kunne oprijzen.

De Oostenrijksche en de Duitsche wetten op de check nemen aan, dat het bewijs daaryan kan geleverd worden door eene verklaring van de Compensatiekamer.

Deze verklaring vervangt het protest, en de nieuwigheid welke zij invoert, wordt gebillijkt door de volgende reden :

De termijnen tot aanbieding van eene check zijn zeer kort. Naar luid van artikel 4 der Belgische wet van 20 Juni 1873, « moet de betaling gevorderd worden binnen drie dagen, indien de check werd uitgegeven uit de plaats waar zij betaalbaar is, en binnen zes dagen, indien zij uit eene andere plaats getrokken is ». De bekrachtiging is radikaal : « De houder of bezitter, die binnen deze termijnen de betaling ervan niet vordert, verbeurt zijn verhaal op de overdragers; hij verbeurt ook zijn verhaal op den trekker, indien het dekkingsfonds na gemelden tijd door toedoen van den betrokkene verloren ging » (art. 4, alin. 3). De bezitter moet zich dus vergenoegen met een eenvoudig recht tegenover den betrokkene die, misschien, onvermogen zal zijn.

Welnu, wat gebeurt er in de praktijk? Indien de check aan de Compensatiekamer slechts wordt aangeboden den laatsten dag van den termijn (zijnde de tweede dag na hare uitgifte, zoo de check werd uitgegeven uit de plaats waar zij betaalbaar is), kan de tijd, die feitelijk noodig is om de aanbieding en de niet-betaling door bemiddeling van den deurwaarder te doen vaststellen, ontbreken; het is, nochtans, allernoodzakelijkst een karakter van zekerheid te geven aan het vaststellen der feiten vóór het afloopen van den wettelijken termijn.

Het aangegeven bezwaar wettigt dus ten volle het nut eener verklaring vanwege de Compensatiekamer, verklaring die het protest vervangt. Deze nieuwigheid komt, overigens, overeen met de beginselen waarvan uitgaat de wet van 10 Juli 1877 op de protesten. Daaruit volgt, dat het protest op tweeërlei wijzen kan gedaan worden : het eigenlijk protest en de verklaring van den betrokkene waardoor de weigering te betalen wordt vastgesteld.

Zonder dat zij het bijzonder karakter van authenticiteit bezit, door de wet aan de akte van protest gehecht, bezit de verklaring waarin de houder toestemt, tegenover de endossanten, den trekker en den betrokkene, al de kracht van het protest, onder voorwaarde dat zij volgens de vereischen der wet gesschiedde.

De banken, bijvoorbeeld, beginnen reeds tamelijk veel gebruik te maken van dit middel, 'twelk de tusschenkomst van den deurwaarder en de daaruit voortspruitende onkosten doet vermijden.

Uit de statistieken der Nationale Bank van België blijkt, dat, gedurende het jaar 1908, ter vervanging van protesten, 4,555 verklaringen werden opgemaakt ten maatschappelijken zetel.

Het wordt dus door onze wetgeving aangenomen dat eene onderhandsche akte het protest — dat eene authentieke akte is — kan vervangen; en van dan af schijnt niets er zich tegen te verzetten dat er in de wet eene derde soort van bewijs worde opgenomen, bestaande in eene verklaring, onderhandsche akte, uitgaande van eene Compensatiekamer.

Weliswaar, bestaat er een onderscheid : wanneer de verklaring wordt gedaan door den betrokkene, bestaat er bekentenis, terwijl de Compensatiekamer, eenigszins, de rol van deurwaarder vervult.

Het is, evenwel, zeker dat de onderhandsche akte, uitgaande van de Compensatiekamer, feitelijk een ernstigen waarborg zal geven, in den aard van het authentiek protest.

*
* *

De voorgestelde tekst zegt : « op aanvraag van den bezitter ».

Daar men den bezitter niet kan dwingen eene akte te aanvaarden waarvan de onderteekening kan geloofwaardig worden door degenen op wie hij, in het vervolg, zijn verhaal neemt, behoudt de bezitter de keuze tusschen de verklaring die hem aangeboden wordt en de akte van protest, door den bevoegden openbaren ambtenaar te beteekenen.

Eene gelijksoortige bevoegdheid bestaat tegenover de verklaring uitgaande van den betrokkene (art. 7, wet van 10 Juli 1877).

*
* *

Alinea 4 bepaalt door welken persoon de verklaring wordt gedaan in naam van de Compensatiekamer, en op welke wijze deze verklaring moet geschieden. Eene eenvondige vermelding op de check, gedagteekend en onderteekend door den bestuurder der Compensatiekamer of zijn afgevaardigde, zal volstaan om te getuigen dat de check wordt aangeboden vóór het eindigen van den termijn, en de niet-betaling.

*
* *

De slotalinea zegt, dat deze verklaring is vrijgesteld van de formaliteit van registratie.

In zake van checks bestaat er een grondbeginsel dat alles overheerscht.

De check is hoofdzakelijk een middel tot gereede betaling, geheel verschillend van de wisselbrieven en van de orderbriefjes, die middelen van krediet zijn.

Daarom moet de check vreemd blijven aan de fiscale wetten. Van dat beginsel uitgaande, is zij ook vrijgesteld van het zegelrecht (art. 1, wet van 20 Juni 1873). Bij wet van 6 September 1895, werd zij vrijgesteld van de formaliteit van registratie. Nog een laatste stap blijft er te doen; daar de verklaring het protest vervangt, moet deze insgelijks worden vrijgesteld van deze formaliteit.

Deze afwijking wordt gebillijkt door den aard van den titel : wanneer het betaalmiddel geldt, moet alles ongehinderd, met eenvoudigheid en spoed geschieden.

*
* * *

Wij behoeven hier niet aan te toonen het economisch belang van een goed muntstelsel, in een land waar de nijverheid een intensief leven verwekt; daartoe kunnen wij verwijzen naar de Toelichting van ons vroeger wetsvoorstel ⁽¹⁾.

Sedert het indienen van het vorige voorstel, in 1908, werd tot de twee gewenschte hervormingen besloten : De Compensatiekamer werd te Brussel opgericht, en de postcheck zal, in April aanstaande, worden ingevoerd. Ten einde aan de hervorming hare volle ontwikkeling te geven, was het noodig aan den omloop der checks, die er het onontbeerlijk middel toe is, alle zekerheid te schenken; daartoe strekt ons wetsvoorstel.

Om het nut van de betalingen door middel van checks naar waarde te schatten, volstaat het te wijzen op het gebruik dat daarvan wordt gemaakt in de landen welker bedrijvigheid op handels- en nijverheidsgebied tot de verste tijden opklimt. In Engeland is de check algemeen in gebruik. Volgens William Howarth, leverde de omloop van eene groote Londensche bank, in 1884, de volgende verhouding op : checks 87.30 t. h.; bankbiljetten, 6.89 t. h.; munt, 5.81 t. h. ⁽²⁾.

Gedurende het jaar 1912, regelde het *Clearing house*, te Londen, betalingen voor eene som van ongeveer 16 milliarden pond sterling, dat is, juist, voor 399,044,323,000 frank. De omzet, die in de Vereenigde Staten door het *Clearing* werd vereffend, bedraagt 800 tot 900 milliarden.

Men kan zich best voorstellen hoezeer dit gemakkelijk en zeker betaalmiddel tijd en geld doet uitwinnen. Reeds in 1906, berekende

(1) Kamer der Volksvertegenwoordigers. Toelichting. Vergadering van 22 Januari 1908, n^r 99. Verslag over de Begroting van 's Landsmiddelen voor 1908, vergadering van 6 December 1907.

(2) J. HARISTOY, *Virements en Banques et Chambres de compensation*, bladz. 23, 1906. Rousseau. Parijs. — Idem, bladz. 341. — Zie ook : A. DE FOVILLE, *La monnaie*, 1907. Lecoffre, Parijs. — MARC AUGUY, *Les systèmes socialistes d'échange*, blaz. 291, 1908. Jelin Alcan, — ROCHE-AGUSSOL, *Essai sur le clearing-system*, bladz. 74, G. Firmin, Parijs.

J. Haristoy, steunende op de incasseering tot een bedrag van 100 millioen frank, dagelijks gedaan door de *Banque de France* in 40,000 woningen, dat men met het stelsel van checks en *Clearing house* 17,500,000 frank zou hebben uitgespaard. Die berekening is gedaan op den voet van 5 %.

Het belang van particuliere personen stemt hier overeen met het algemeen belang.

In stede van in de laden te blijven liggen, wordt het geld gestort in de groote bewaarplaatsen der banken en aldaar door de economische strooming vruchtbaar gemaakt, ten bate van de kredietinstellingen, de nijverheidsondernemingen en van de bewaargevers zelven die, door den interest van de loopende rekening, er vrucht uit trekken.

Het vervoer van gemunt geld en bankbiljetten met gevaar van diefstal en brand, met de kosten der aangeteekende stukken, met de bezwaren en gevaren van het incasseeren door beamblen, wordt vervangen door de gekruiste check, die zonder kosten of gevaar in omloop is gebracht, zelfs door een eenvoudigen brief en die in de comptabiliteit der banken komt en eene kostbare medewerkster is voor de comptabiliteit der particulieren.

Zoo geraakt men allengskens tot « het ideaal van gemak en spaarzaamheid » dat, volgens de gelukkige uitdrukking van den heer Malou, Minister van Financiën, bekend om zijne behendigheid en zijn practischen geest « zou bestaan in de algemeen geworden gewoonte der betaling bij rekening zonder gebruik van gemunt geld of van bankbiljetten ⁽¹⁾ ».

Er kan thans geen sprake van zijn, de munten af te schaffen en tot het stadium van het comptabilisme te geraken ⁽²⁾; er is alleen sprake van, den materieelen omloop van het gemunt geld of bankbiljetten zooveel mogelijk te verminderen, daaraan meer rekbaarheid te verleen, en het nut van te vermeerderen.

Men voelt beter die behoefte in tijden van overvloed van munt, dan bij ons het geval is, wanneer de munt zich aan een omloop ontkent, zich schuilhoudt, zich verbergt, wanneer men er jaht om maakt.

Werd het gebruik van de check algemeen, dan zou de behoefte van de munt worden verlicht, wijl ze deze voor de betalingen zou vervangen; de check laat toe een groot deel van het gemunt geld en van de bankbiljetten tot andere doeleinden aan te wenden; daardoor moet de geldschaarschte afnemen.

De doelmatigheid van de munthervorming zal afhangen van de verstandige wijze waarop het publiek er zich van bedienen zal. De Regeering kan daartoe het voorbeeld geven, door de check te bezigen voor gansch hare bestuurlijke bedrijvigheid. Zij kan, niet alleen, de belastingschuldigen toe-

(1) MALOU, Toelichting. (*Parlem. stuk.*, zittingsjaar 1872-1873, blz. 49-52.)

(2) E. SOLVAY, *Le comptabilisme et la fixité de l'unité de valeur abstraite*. (ANNALES DE L'INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES, 4^e jaargang.) — MARC AUGUY, *Les systèmes socialistes d'échange*, blz. 349. — PAUL OTLET, *La comptabilité et le comptabilisme*. (ANNALES DE L'INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES, Maart 1896.)

laten hunne belastingen te betalen door middel van de check, zij kan de checks ook nog gebruiken voor hare eigene betalingen door ze in de plaats te stellen van het ingewikkeld formulisme der betaalmandaten; zij kan ze bezigen bij het betalen van toelagen aan de maatschappijen en de bonden die, op hunne beurt, er zich zouden van bedienen voor hun eigen financieelen dienst; zij kan ze ook invoeren in de comptabiliteit van de provincie en van de gemeente, aldus, grootendeels, de gemeenteontvangers ontlastende van het behandelen der fondsen, hun de hulp en het toezicht der post schenkende, die als kassier optreedt ⁽³⁾.

Dank zij deze aanprikkende werking, zou het Belgische publiek geleidelijk worden meegesleept, en het bezigen der checks, met hare verschillende wijzen van gebruik, zou de kapitalen in omloop brengen en vruchtbaar maken. Zij zou voor onze nationale bedrijvigheid een nieuw gemak zijn en dit gemak, gevoegd bij de bewonderenswaardige ontwikkeling van onze economische inrichting, zou op weldoende wijze invloed uitoefenen op den kostenden prijs en den toestand van het land nog verbeteren met het oog op de wereldconcurrentie ⁽²⁾.

EM. TIBBAUT.

(3) Zie de verslagen, voor 1906, van baron Royer de Dour, arrondissementscommissaris te Brussel, alsmede de redevoering door den heer Hector Denis over de checks uitgesproken, op 20 December 1912, in de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

(2) Malou, in een extract uit een verslag van de Nationale Bank (Toelichting der wet van 20 Juni 1873 op de checks), zegt het volgende: « Wij mochten ons zooveel te minder door dit land (Engeland) laten voorbijstreven, daar het van ons dat middel van betaling geleerd heeft, namelijk het betaalmiddel thans bekend onder de benaming van check en dat te Antwerpen, sedert onheuglijke tijden, gebruikt was en *bewijs* genoemd werd. Oude kronijken vermelden trouwens, dat sir Th. Gresham, bankier van koningin Elisabeth, te Antwerpen kwam in 1537 om die wijze van betaling te bestudeeren, en ze dan in Engeland invoerde.

» Dit gebruik bleef voortleven in onze groote handelsstad en heden nog worden tal van incasseringen gedaan door middel van assignatiën of aanwijzingen op de Nationale Bank en op de private bankhuizen. O gelukkig is dit niet het geval in het overige gedeelte van het land. »

**Proposition de loi complétant la loi
du 20 juin 1873 sur les chèques.**

ARTICLE UNIQUE.

La loi du 20 juin 1873 sur les chèques est complétée par les dispositions suivantes :

ART. 7. — Le chèque traversé au recto de deux barres parallèles ne peut être présenté au paiement que par un banquier; il ne peut être tiré que sur un banquier.

Le barrement peut être effectué par le tireur ou par un porteur.

ART. 8. — Le barrement peut être général ou spécial.

Le barrement est général, s'il ne porte entre les deux barres aucune désignation, ou seulement la mention « et compagnie »; il est spécial, si le nom d'un banquier est inscrit entre les deux barres.

Le barrement général peut être transformé en barrement spécial.

Le chèque à barrement spécial ne peut être présenté que par le banquier désigné. Toutefois, si celui-ci n'opère pas l'encaissement lui-même, il peut se substituer un autre banquier.

Il est interdit au porteur d'effacer le barrement, ainsi que le nom du banquier désigné.

ART. 9. — Le tiré qui paie le chèque barré à une personne autre qu'un banquier, si le barrement est général, ou à une personne autre que le banquier

**Wetsontwerp tot aanvulling der wet
van 20 Juni 1873 op de checks.**

EENIG ARTIKEL.

De wet van 20 Juni 1873 op de checks wordt aangevuld door de volgende bepalingen :

ART. 7. — De check, met twee evenwijdige dwarsstrepen doorgehaald, is enkel betaalbaar aan een bankier; zij mag alleen worden getrokken op een bankier.

De doorhaling kan worden gedaan door den trekker of door een bezitter.

ART. 8. — De doorhaling kan algemeen zijn of speciaal.

De doorhaling is algemeen, indien zij geen enkele aanwijzing draagt tusschen de twee dwarsstrepen, of enkel de vermelding « en compagnie »; zij is speciaal, indien de naam van een bankier geschreven staat tusschen de twee dwarsstrepen.

De algemeene doorhaling kan worden veranderd in bijzondere doorhaling.

De check met bijzondere doorhaling kan alleen worden aangeboden door den aangewezen bankier. Echter, indien deze niet zelf incasseert, kan hij eene tweede doorhaling doen op naam van een anderen bankier.

Het is den bezitter verboden de doorhaling uit te wisschen, evenmin als den naam van den aangewezen bankier.

ART. 9. — De betrokkene, die de doorgehaalde check betaalt aan een persoon, andere dan de bankier, indien de doorhaling algemeen is, of aan een per-

désigné, si le barrement est spécial, n'est pas libéré.

ART. 10. — La remise d'un chèque à une Chambre de compensation vaut présentation au tiré qui y est représenté.

Le protêt faute de paiement d'un chèque peut être remplacé, à la demande du porteur, par une déclaration de la Chambre de compensation, attestant que le chèque a été remis avant l'expiration du délai de présentation.

Cette déclaration inscrite sur le chèque est datée et signée par le directeur de la Chambre de compensation ou son délégué.

Elle est exempte de la formalité de l'enregistrement.

soon, andere dan de aangewezen bankier, indien het eene bijzondere doorhaling geldt, is niet ontslagen.

ART. 10. — De afgifte van eene check aan eene Compensatiekamer geldt als aanbieding aan den betrokkene die er vertegenwoordigd is.

Het protest, bij gebrek van betaling van eene check, kan, op aanvraag van den bezitter, worden vervangen door eene verklaring van de Compensatiekamer, bevestigende dat de check werd afgegeven vóór het eindigen van den termijn van aanbieding.

Deze verklaring, op de check geschreven, wordt gedagteekend en onder teekend door den bestuurdervan de Compensatiekamer of zijnen afgevaardigde.

Zij is vrijgesteld van de formaliteit van registratie.

EM. TIBBAUT.

R. COLAERT.

L. THÉODOR.

ALP. HARMIGNIE.

WAUWERMANS.

MAURICE PIRMEZ.

